

**MESSAGE** 28 septembre 2010  
**COMPLÉMENTAIRE N° 214**  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi modifiant la loi**  
**sur l'aide sociale (révision et inspection des dos-**  
**siers des bénéficiaires)**

Conformément à l'article 196 al. 3 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC), nous avons l'honneur de vous transmettre un message complémentaire au projet de loi du 9 décembre 2009 modifiant la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (Révision et inspection des dossiers des bénéficiaires).

Le présent message complémentaire comprend les points suivants:

1. Contexte
2. Remaniement du projet de loi du 9 décembre 2009 modifiant la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale
3. Commentaire des articles du projet de loi du 9 décembre 2009 remanié modifiant la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale
4. Conséquences financières et en personnel
5. Conclusion

## 1. CONTEXTE

Le projet de loi modifiant la loi sur l'aide sociale et le message N° 173 du Conseil d'Etat qui l'accompagnait ont été transmis au Grand Conseil en date du 9 décembre 2009. La Commission parlementaire chargée d'examiner le projet a tenu séance le 15 janvier 2010. Au cours de cette dernière, la Commissaire du gouvernement a accepté une mise en consultation dudit projet de loi afin de connaître l'avis des commissions sociales et des services sociaux régionaux LASoc (ci-après SSR). Le vote sur l'entrée en matière a ainsi été reporté dans l'attente des résultats de ladite consultation. Lors de la même séance, il a été donné suite à la proposition du Service de l'action sociale (ci-après SASoc) de mettre sur pied une séance d'information sur le dispositif cantonal d'aide sociale à l'attention des membres de la Commission parlementaire. Cette séance s'est tenue le 21 mai 2010.

Conformément à la demande de la Commission parlementaire, la Direction de la santé et des affaires sociales a mis en consultation le 4 février 2010 auprès des commissions sociales et des SSR le projet de loi du 9 décembre 2009 avec un délai de réponse fixé au 30 avril 2010. La Direction précitée a organisé en date du 8 mars 2010 une séance d'information à l'attention des commissions sociales et des SSR afin de leur présenter le projet de loi et de répondre à leurs questions.

S'agissant de la consultation, une grande majorité des SSR y a répondu, soit dix-neuf sur vingt-quatre. Tous se sont exprimés de manière positive sur le projet. Si aucun SSR ne remet en question le principe de l'inspection et de la révision, des propositions ont mis en exergue la nécessité pour les praticiens d'introduire au niveau de la loi des précisions et des détails d'application qui devaient figurer initialement dans la réglementation d'application. Cela concerne pour certains SSR la possibilité de recourir aux agents de la police locale pour les inspections. Considérée comme un point important par les organes consultés,

la mise en œuvre détaillée de la transmission des données doit également être ancrée dans la loi et non dans la réglementation d'application. Dans cet ordre d'idée et compte tenu des difficultés d'application récurrentes relevées par les praticiens dans ce domaine sensible par excellence, le Service cantonal des contributions, l'Autorité de surveillance en matière de protection des données, respectivement la Commission cantonale de la protection des données ainsi que l'Office cantonal de la circulation et de la navigation ont à nouveau été consultés.

## 2. REMANIEMENT DU PROJET DE LOI DU 9 DÉCEMBRE 2009 MODIFIANT LA LOI DU 14 NOVEMBRE 1991 SUR L'AIDE SOCIALE

Au vu des résultats de la consultation menée auprès des commissions sociales, des SSR et de certains services de l'Etat, le Conseil d'Etat est d'avis que le projet de loi présenté répondait aux besoins et aux attentes des autorités chargées d'appliquer la LASoc sur le terrain. Toutefois, les propositions émanant de cette consultation invitent le Conseil d'Etat à apporter quelques améliorations au projet de loi. En effet, des formulations ont du être détaillées pour les praticiens. Le Conseil d'Etat saisit par conséquent l'opportunité de l'article 196 LGC pour soumettre au Grand-Conseil un projet de loi remanié et accompagné d'un message complémentaire. Le remaniement porte sur les points suivants: A/ Précisions concernant les travaux d'inspection et B/ Compléments en matière de procuration et de transmission des données. Par ailleurs, des ajustements relevant de la technique législative et de la terminologie ont été également apportés.

### A Précisions concernant les travaux d'inspection

En ce qui concerne les travaux d'inspection, des instances consultées ont émis d'une part le souhait que la loi modifiée fasse mention de la possibilité laissée aux SSR d'avoir recours aux polices locales, voire à des enquêteurs de droit privé, pour effectuer des enquêtes. D'autre part, il est demandé que les éléments sur lesquels porte l'enquête soient ancrés dans la loi de manière encore plus exhaustive et non dans la réglementation d'exécution comme cela avait été prévu initialement. Par ailleurs, certains organes consultés ont demandé des précisions sur les moyens d'investigation à disposition des enquêteurs. Dans l'optique de faciliter le travail des autorités chargées d'appliquer la présente loi, et partant du fait que ces propositions vont dans le sens du projet original, elles ont été suivies en grande partie, le Conseil d'Etat estimant que certaines règles d'exécution peuvent également figurer dans la loi.

### B Compléments en matière de procuration et de transmission des données

La problématique de la transmission des données est une préoccupation qui dépasse très largement les limites du dispositif d'aide sociale. Ceci a été vérifié soit dans les échanges au sein de la Commission parlementaire soit dans les prises de position lors de la consultation. Les articles 24 et 25 du projet de loi traitant de cet aspect sont abondamment commentés dans les réponses à la consultation. Alors qu'un certain nombre de commissions sociales et de SSR exigent une procuration systématique et obligatoire pour tous les bénéficiaires de l'aide sociale, plus nombreux sont ceux qui craignent

une formulation trop contraignante de cette pratique. Il y a lieu de rappeler ici que l'aide sociale comprend quatre volets d'égale importance, à savoir la prévention, l'aide personnelle, l'aide matérielle et les mesures d'insertion sociale (cf. art. 4 LASoc). En vue de déterminer le besoin d'une personne, il est nécessaire de créer une relation de confiance avec elle, afin de respecter le principe général de l'individualisation de l'aide sociale. Cela implique aussi que la personne fournisse spontanément toutes les informations nécessaires au service social chargé d'instruire la demande d'aide sociale. Le dispositif d'aide est d'ailleurs basé sur l'obligation de renseigner de la personne qui sollicite une aide matérielle (cf. art. 24 al. 1 LASoc). Ainsi, le dispositif cantonal d'aide sociale garantit la responsabilité individuelle de la personne qui demande l'aide, puisqu'elle doit collaborer pleinement pour l'obtenir. Les services sociaux peuvent cependant, déjà aujourd'hui, faire signer aux personnes concernées des procurations leur permettant d'accéder directement à certaines informations, notamment lorsqu'une personne connaît des difficultés pour gérer ses affaires sur le plan administratif. C'est une pratique courante dans le canton. Si la signature d'une procuración était rendue systématique et obligatoire (et dont le contenu devrait être précisé de cas en cas) à toute personne qui demande une aide matérielle, cette obligation aurait une influence non négligeable sur la relation de confiance mentionnée plus haut ainsi que sur la responsabilité individuelle des personnes dans le besoin. Par ailleurs, elle rendrait le service social lui-même responsable d'aller chercher auprès de tiers indéterminés des informations à titre exploratoire. En outre, toute personne requérante serait en quelque sorte soupçonnée de vouloir cacher des informations, ce qui irait à l'encontre de l'esprit qui prévaut dans la législation en matière d'aide sociale.

Plusieurs éléments doivent donc être considérés. C'est d'abord à la personne qui sollicite ou qui bénéficie d'une aide matérielle de fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement du besoin (cf. normes de la Conférence Suisse des Institutions d'action sociale CSIAS, A.5-3). Suivant les circonstances, le service social peut faire signer au demandeur une procuración (cf. art. 24 al. 4 nouveau). Comme dit plus haut, c'est aujourd'hui une pratique courante dans le canton. Rappelons que pour qu'une procuración soit valable, il faut que la personne concernée ait donné librement et de façon éclairée son accord à une transmission de données déterminées. Lors de doute sur l'exactitude ou la véracité des renseignements fournis par la personne requérante, le seul moyen d'obtenir des informations réside dans l'autorisation expresse du demandeur de lever le secret le concernant. Par conséquent, il convient de compléter les dispositions légales afin de mettre à disposition des autorités d'aide sociale un instrument contraignant et spécifique de contrôle (cf. art. 24 al. 5), distinct de la procuración utilisée actuellement en tant qu'instrument de travail social et mentionnée à l'article 24 al. 4. Cette gradation des moyens d'instruction et de contrôle répond au principe d'individualisation de l'aide sociale et garantit la dignité humaine. Par ailleurs, à la demande des organes consultés, la formulation potestative de l'article 25 concernant les renseignements fournis par les communes, l'Etat et les tiers laisse sa place à une formulation impérative.

### 3. COMMENTAIRE DES ARTICLES DU PROJET DE LOI DU 9 DÉCEMBRE 2009 REMANIÉ MODIFIANT LA LOI DU 14 NOVEMBRE 1991 SUR L'AIDE SOCIALE

#### *Article 21 titre médian*

Inchangé. Pas de commentaire complémentaire.

#### *Article 21a (nouveau) b) Révision*

Inchangé. Pas de commentaire complémentaire.

#### *Article 21b (nouveau) c) Inspection*

Vu la possibilité octroyée expressément aux SSR de désigner des personnes qualifiées pour effectuer des travaux d'inspection, un ajustement des compétences en matière de procédure est indispensable. De ce fait, le Service de l'action sociale procède d'office aux inspections nécessaires ou sur requête des commissions sociales, des SSR ou de la Direction de la santé et des affaires sociales. Cet article est désormais complété par un alinéa 7 nouveau octroyant les mêmes compétences au service social pour procéder lui-même aux travaux d'inspection dans les limites posées par le législateur. Pour rappel, les travaux d'inspections définis à l'article 21b du présent projet de loi remanié sont distincts des travaux d'instruction des dossiers, c'est-à-dire l'examen du besoin et de la subsidiarité, qui relèvent de l'article 18 al. 2 let. a<sup>bis</sup> LASoc.

Le service social concerné est alors seul compétent pour engager ou employer des personnes qualifiées en vue d'effectuer les travaux d'inspection. Vu la nature sensible des données d'aide sociale, la personne qualifiée à cet effet est soumise au secret de fonction défini à l'article 28 LASoc. Le service social surveille les activités de ces personnes, notamment en regard du respect du secret de fonction. En outre, les dispositions prévues dans le présent article 21b s'appliquent aux services sociaux, notamment en ce qui concerne l'enquête et les rapports. A ce titre, les rapports d'enquête (cf. al. 3 et 4) ainsi que les décisions des Commissions sociales y relatives sont transmis par les services sociaux au Service de l'action sociale. Ils sont intégrés aux résultats présentés dans le rapport d'activité de la Direction de la santé et des affaires sociales conformément à l'article 21b al. 6. Lesdits résultats permettront d'évaluer les travaux d'inspection pour tout le canton.

Les moyens d'enquête et les éléments sur lesquels l'inspection porte (cf. al. 2) ont été détaillés et ancrés dans la loi comme souhaité par les organes consultés. Concernant les moyens d'enquête les plus intrusifs, ils doivent être nommément mentionnés dans les bases légales pour être mis en œuvre selon la Commission cantonale de la protection des données. Ils sont désormais explicitement indiqués dans la loi, à savoir les prises de vue dans les lieux publics, les observations sur le terrain ainsi que les visites domiciliaires autorisées. Il a été également précisé dans le présent article sur quelle personne peut porter l'inspection. Les enquêtes s'étendent non seulement à la personne soupçonnée d'abus mais aussi à tous les membres de l'unité d'assistance, ainsi qu'aux personnes ayant à son égard une obligation d'entretien même si cela va de soi en vertu du principe de l'individualisation de l'aide sociale. Concernant les éléments d'enquête, le genre de ressources financières a été précisé: revenus, fortune ou ressources en nature, qu'elles se trouvent en Suisse ou à l'étranger. Considérant la fréquence des abus relatifs à

la situation domiciliaire et la complexité de ce type de fraude, cette notion a également fait l'objet d'un remaniement. Elle se décline, dans l'alinéa 2 remanié, en «domicile», «lieu de vie effectif» et «composition effective du ménage». Les alinéas 3, 4, 5 et 6 du présent article restent inchangés.

#### **Article 22 al. 3 (nouveau)**

Inchangé. Pas de commentaire complémentaire.

#### **Article 24 al. 4 et 5 (nouveau)**

L'article 24 al. 5, nouveau par rapport au projet de loi du 9 décembre 2009, complète les dispositions de l'alinéa 4 qui précède. Il permet de distinguer les fonctions entre instrument de travail social (cf. al. 4) et instrument d'enquête mentionné au présent alinéa 5. Il instaure une gradation des différents moyens de recherche d'information entre une personne prête à collaborer mais ne disposant pas des ressources nécessaires à cet effet et une personne soupçonnée d'abus et pour lesquelles des moyens coercitifs doivent être mis en œuvre afin que les conditions qui déterminent le besoin au sens de la présente loi puissent être établies et vérifiées.

Cette nouvelle formulation découle de ce qui suit: premièrement, la procuration mentionnée à l'article 24 al. 4 n'est généralement pas suffisante en regard de la législation sur la protection des données pour lever le secret de fonction dit qualifié, tel que les secrets fiscal ou bancaire. Pour lever ce type de secret, une autorisation spécifique délivrée par la personne concernée est nécessaire. Deuxièmement, une personne prétendant avoir accompli son devoir d'information et ayant fourni spontanément toutes les données nécessaires, ne peut être forcée d'office à signer une procuration (contraire au consentement libre et éclairé) ni être sanctionnée en cas de refus. Toutefois, si un soupçon d'abus existe, le nouvel alinéa 5 permet d'exiger la signature d'une personne. A cet effet, les services et tiers devant être déliés du secret doivent être nommément désignés par l'autorité d'aide sociale. Dans le domaine médical, l'accès aux données pertinentes dans l'instruction des dossiers, en particulier pour soutenir l'insertion socioprofessionnelle des personnes en difficulté, est rendu possible grâce au dispositif de collaboration interinstitutionnelle (CII) établi depuis 2008 entre les organes de l'assurance-chômage, de l'assurance-invalidité et de l'aide sociale.

Ce nouvel alinéa 5 prévoit également des sanctions légales en cas de refus de délier du secret les instances ou tiers concernés, à savoir le refus de l'aide matérielle au sens de l'article 24 al. 2 LASoc ou une réduction de l'aide matérielle dans les limites définies dans les normes relevant de l'article 22a al. 1 LASoc.

#### **Article 25**      *b) Etat, communes et tiers*

En premier lieu, le titre de l'article 25 est complété puisqu'il traite à la fois des communes, des services de l'Etat et des tiers. La formulation proposée est impérative et non plus potestative. Elle tient compte également des exigences de la législation sur la protection des données: les instances qui doivent fournir les informations, à savoir les services de l'Etat, les communes, les assurances sociales et privées, les banques, les employeurs et les tiers, sont expressément désignées, les personnes qui peuvent requérir des renseignements (demandeur lui-même et autorités d'aide sociale) également (cf. al. 1). Le genre

de renseignements qui doit être transmis est explicité par un renvoi à l'article 21b al. 2.

#### **Article 29 al. 4**

Inchangé. Pas de commentaire complémentaire.

#### **Article 31**      *c) Garantie et prescription*

Compte tenu du cas peu probable où le délai de prescription de l'action pénale serait inférieur aux dix ans prévus à l'alinéa 3, il est utile de préciser que seuls des délais de prescription de l'action pénale de plus longue durée sont susceptibles de s'appliquer.

#### **Article 37a**      *Dispositions pénales*

Suite à la consultation, l'alinéa 1 est reformulé pour que les abus d'aide sociale comprennent expressément l'utilisation des prestations d'aide sociale à des fins non conformes au droit, tel que mentionné à l'article 21b remanié, même si un tel comportement constitue déjà un abus d'aide sociale ou un abus de confiance pouvant être réprimés selon le droit pénal. En outre, en accord avec le Service de législation, il est mentionné à l'alinéa 3 un renvoi à la nouvelle loi sur la justice, dont l'entrée en vigueur vient d'être fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (cf. ROF 2010-066).

**L'article 2** du projet de loi du 9 décembre 2009 modifiant la loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale reste inchangé. Pas de commentaire complémentaire.

## **4. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL**

Il convient de rappeler que les tâches d'inspection relevant du projet de loi du 9 décembre 2009 remanié et effectuées par un service social, au sens de l'article 21b al. 7, sont à la charge dudit service, ce qui est déjà le cas aujourd'hui pour ceux qui l'opèrent conformément à la jurisprudence admise.

## **5. CONCLUSION**

En conclusion, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à accepter le projet de loi du 28 septembre 2010 (remplaçant le projet de loi du 9 décembre 2009) modifiant la loi sur l'aide sociale (LASoc), accompagné du message N° 173 du 9 décembre 2009 et de son message complémentaire N° 214 du 28 septembre 2010.

**ZUSATZBOTSCHAFT Nr. 214 28. September 2010  
des Staatsrats an den Grossen Rat  
zum Gesetzesentwurf zur Änderung des  
Sozialhilfegesetzes (Revision und Inspektion der  
Sozialhilfedossiers)**

Gemäss Artikel 196 Abs. 3 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) unterbreiten wir Ihnen hiermit eine Zusatzbotschaft zum Gesetzesentwurf vom 9. Dezember 2009 zur Änderung des Sozialhilfegesetzes vom 14. November 1991 (Revision und Inspektion der Sozialhilfedossiers).

Diese Zusatzbotschaft umfasst die folgenden Kapitel:

1. Kontext
2. Überarbeitung des Gesetzesentwurfs vom 9. Dezember 2009 zur Änderung des Sozialhilfegesetzes vom 14. November 1991
3. Erläuterungen nach Artikeln des überarbeiteten Gesetzesentwurfs vom 9. Dezember 2009 zur Änderung des Sozialhilfegesetzes vom 14. November 1991
4. Finanzielle und personelle Auswirkungen
5. Schluss

## 1. KONTEXT

Der Gesetzesentwurf zur Änderung des Sozialhilfegesetzes und die dazugehörige Botschaft Nr. 173 des Staatsrates wurden am 9. Dezember 2009 dem Grossen Rat unterbreitet. Am 15. Januar 2010 hielt die parlamentarische Kommission zur Prüfung des Entwurfes eine Sitzung ab. Dabei hat sich die Regierungsvertreterin damit einverstanden erklärt, dass der besagte Gesetzesentwurf bei den Sozialkommissionen und den regionalen SHG-Sozialdiensten (RSD) in die Vernehmlassung geschickt wird, um deren Meinung zu kennen. Die Abstimmung über das Eintreten wurde somit bis zum Vorliegen der Ergebnisse der Vernehmlassung hinausgeschoben. Bei derselben Sitzung wurde dem Vorschlag des Kantonalen Sozialamtes (KSA) Folge geleistet, wonach eine Informationssitzung über das kantonale Sozialhilfesystem für die Mitglieder der parlamentarischen Kommission organisiert werden sollte. Diese Informationssitzung fand am 21. Mai 2010 statt.

Gemäss Antrag der parlamentarischen Kommission schickte die Direktion für Gesundheit und Soziales (GSD) den Gesetzesentwurf vom 9. Dezember 2009 am 4. Februar 2010 bei den Sozialkommissionen und den RSD in die Vernehmlassung, mit Antwortfrist bis zum 30. April 2010. Am 8. März 2010 organisierte die GSD eine Informationssitzung für die Sozialkommissionen und die RSD, an der sie ihnen den Gesetzesentwurf vorstellte und ihre Fragen beantwortete.

19 von 24 RSD haben an der Vernehmlassung teilgenommen, eine grosse Mehrheit also. Alle haben sich positiv zum Entwurf geäussert. Das Prinzip der Inspektion und der Revision wird von keinem der RSD in Frage gestellt, einige Vorschläge machten jedoch deutlich, dass bei den Berufsleuten der Bedarf besteht, im Gesetz einige nähere Angaben und ausführende Details festzuhalten, die ursprünglich nur im Ausführungsreglement stehen sollten. Für manche RSD handelt es sich dabei um die Möglichkeit, bei den Inspektionen Polizistinnen und Polizisten der

Ortspolizei einzusetzen. Ebenfalls im Gesetz und nicht im Ausführungsreglement verankert werden muss die detaillierte Umsetzung der Datenübermittlung, die von den Vernehmlassungsadressaten als wichtiger Punkt angesehen wird. Deswegen und in Anbetracht der wiederholten Schwierigkeiten, auf welche die Berufsfachleute in diesem äusserst heiklen Bereich hingewiesen haben, wurden die kantonale Steuerverwaltung, die Aufsichtsbehörde für Datenschutz bzw. die kantonale Datenschutzkommission sowie das Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt des Kantons Freiburg erneut befragt.

## 2. ÜBERARBEITUNG DES GESETZESENTWURFS VOM 9. DEZEMBER 2009 ZUR ÄNDERUNG DES SOZIALHILFEGESETZES VOM 14. NOVEMBER 1991

Aufgrund der Ergebnisse der Vernehmlassung bei den Sozialkommissionen, den RSD und den verschiedenen Staatsdiensten ist der Staatsrat der Ansicht, dass der vorgelegte Gesetzesentwurf den Bedürfnissen und Erwartungen der Behörden, die mit der Anwendung des SHG betraut sind, zwar entspricht, die Vorschläge aus der Vernehmlassung fordern jedoch den Staatsrat dazu auf, den Gesetzesentwurf noch etwas zu verbessern. So mussten einige Formulierungen für die Berufsfachpersonen ausformuliert werden. Aus diesem Grund nutzt der Staatsrat die Möglichkeiten nach Artikel 196 GRG und unterbreitet dem Grossen Rat einen überarbeiteten Gesetzesentwurf mit Zusatzbotschaft. Die Überarbeitung betrifft die nachfolgenden Punkte: A/ Nähere Angaben in Bezug auf die Inspektionsarbeiten und B/ Ergänzungen in Sachen Datenbeschaffung und -übermittlung. Ausserdem wurden gesetzestechnische und terminologische Änderungen vorgenommen.

### A Nähere Angaben in Bezug auf die Inspektionsarbeiten

Was die Inspektionsarbeiten betrifft, so äusserten einige Vernehmlassungsadressaten einerseits den Wunsch, im neuen Gesetz solle erwähnt werden, dass die RSD die Möglichkeit haben, sich für die Abklärungen an die Ortspolizei oder sogar an Privatermittler zu wenden. Des Weiteren wurde beantragt, dass die Einzelheiten der Abklärung im Gesetz noch eingehender beschrieben werden, und nicht im Ausführungsreglement, wie ursprünglich vorgesehen. Ausserdem haben einige der Vernehmlassungsadressaten nähere Angaben zu den Mitteln, die den Ermittlern für die Abklärung zur Verfügung stehen, verlangt. Im Hinblick darauf, den für den Vollzug dieses Gesetzes zuständigen Behörden die Arbeit zu erleichtern, und weil sie die gleiche Richtung verfolgen, wie der ursprüngliche Entwurf, wurden die Vorschläge zum grössten Teil berücksichtigt. Der Staatsrat vertritt zudem die Meinung, dass einige Ausführungsregeln durchaus auch im Gesetz aufgeführt werden können.

### B Ergänzungen in Sachen Datenbeschaffung und -übermittlung

Das Problem der Datenübermittlung geht weit über die Grenzen des Sozialhilfesystems hinaus. Dies wurde sowohl bei den Gesprächen innerhalb der parlamentarischen Kommission als auch bei den Stellungnahmen im Rahmen der Vernehmlassung festgestellt. Die Artikel 24 und 25 des Entwurfs, in denen dieser Aspekt behandelt

wird, wurden in den Vernehmlassungsantworten reichlich kommentiert. Während einige Sozialkommissionen und RSD eine systematische und obligatorische Vollmacht fordern, befürchtet die Mehrheit eine allzu einschränkende Formulierung dieser Praxis. An dieser Stelle ist darauf hinzuweisen, dass die Sozialhilfe aus vier gleich wichtigen Bereichen besteht, nämlich: Vorbeugung, persönliche Hilfe, materielle Hilfe und soziale Eingliederungsmassnahmen (Art. 4 SHG). Um den Sozialhilfebedarf einer Person festzulegen, ist es notwendig, eine Vertrauensbeziehung zu ihr aufzubauen, damit der Grundsatz der Individualisierung der Sozialhilfe eingehalten werden kann. Dies setzt voraus, dass die betroffene Person dem mit der Abklärung des Sozialhilfesuchs betrauten Dienst von sich aus alle notwendigen Angaben liefert. Das Sozialhilfesystem basiert im Übrigen auf die Auskunftspflicht der Person, die eine materielle Hilfe beantragt (Art. 24 Abs. 1 SHG). Folglich garantiert das kantonale Sozialhilfedispositiv die Eigenverantwortung der Person, die die Hilfe beantragt, da diese für deren Bezug zu uneingeschränkter Zusammenarbeit verpflichtet ist. Die Sozialdienste können allerdings die Betroffenen heute schon Vollmachten unterschreiben lassen, mit denen sie direkt auf bestimmte Informationen zugreifen können, namentlich wenn eine Person Schwierigkeiten hat, ihre administrativen Angelegenheiten selbst zu verwalten. Diese Praxis ist im Kanton durchaus geläufig. Würde man das Unterzeichnen einer Vollmacht (deren Inhalt von Fall zu Fall angepasst werden müsste) zur Norm und für jede Person, die eine materielle Hilfe beantragt, zur Pflicht machen, so hätte dies einen nicht unbedeutenden Einfluss auf die zuvor erwähnte Vertrauensbeziehung, aber auch auf die individuelle Verantwortung der Bedürftigen. Im Übrigen wäre der Sozialdienst somit selbst dafür verantwortlich, bei jeweiligen Dritten Informationen zu Abklärungszwecken einholen. Des Weiteren würde dadurch in gewissem Sinne jede Sozialhilfe beantragende Person verdächtigt, Informationen verdecken zu wollen, was im Widerspruch zum Geiste der Sozialhilfegesetzgebung stehen würde.

Es müssen also mehrere Elemente berücksichtigt werden. In erster Linie ist es an der Person, die eine materielle Hilfe beantragt oder bereits bezieht, alle notwendigen Informationen für die Bedarfsabklärung zu liefern (s. Richtlinien der Schweizerischen Konferenz für Sozialhilfe SKOS, A.5–3). Den Umständen entsprechend kann der Sozialdienst die betroffene Person bitten, eine Vollmacht zu unterzeichnen (Art. 24 Abs. 4 neu). Wie bereits erwähnt, ist dies im Kanton Freiburg heute schon üblich. Damit eine Vollmacht gültig ist, muss die um Sozialhilfe ersuchende Person freiwillig und informiert in die Übermittlung der jeweiligen Daten einstimmen. Bei Zweifeln in Bezug auf die Exaktheit oder die Richtigkeit der Auskünfte, die von der um Sozialhilfe ersuchenden Person erteilt wurden, besteht die einzige Möglichkeit an Informationen zu gelangen darin, dass die um Sozialhilfe ersuchende Person die Aufhebung des Amtsgeheimnisses ausdrücklich bewilligt. Folglich bedürfen die gesetzlichen Bestimmungen einer Ergänzung, damit die Sozialhilfebehörden über ein verpflichtendes und spezifisches Kontrollinstrument verfügen (Art. 24 Abs. 5), das sich von der Vollmacht in Form eines Instrumentes der Sozialarbeit nach Artikel 24 Abs. 4, wie sie derzeit verwendet wird, unterscheidet. Diese Abstufung der Abklärungs- und Kontrollmittel erfüllt den Grundsatz der Individualisierung der Sozialhilfe und garantiert die Menschenwürde. Auf Antrag der Vernehmlassungsadressaten wird ausserdem die Kann-Formulierung aus Artikel 25 in Bezug auf die Auskünfte

te von Seiten der Gemeinden, des Staates sowie Dritter durch eine Muss-Formulierung ersetzt.

### **3. ERLÄUTERUNGEN NACH ARTIKELN DES ÜBERARBEITETEN GESETZESENTWURFS VOM 9. DEZEMBER 2009 ZUR ÄNDERUNG DES SOZIALHILFEGESETZES VOM 14. NOVEMBER 1991**

#### *Artikel 21 Artikelüberschrift*

Unverändert. Keine weiteren Bemerkungen.

#### *Artikel 21a (neu) b) Revision*

Unverändert. Keine weiteren Bemerkungen.

#### *Artikel 21b (neu) c) Inspektion*

Weil die RSD ausdrücklich die Möglichkeit haben, Personen mit der Durchführung der Inspektionsarbeiten zu betrauen, ist eine Anpassung der Zuständigkeiten im Verfahren unerlässlich. Aus diesem Grunde führt das KSA die notwendigen Inspektionen von Amts wegen oder auf Antrag der Sozialkommissionen, der RSD oder der GSD durch. Dieser Artikel wurde durch einen neuen Absatz 7 ergänzt, der dem Sozialdienst dieselben Kompetenzen gewährt, damit er die Inspektionsarbeiten innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen selbst durchführen kann. Zur Erinnerung: Die Inspektionsarbeiten nach Artikel 21b des überarbeiteten Gesetzesentwurfs unterscheiden sich von den Dossierabklärungsarbeiten, soll heissen: von der Ermittlung des Bedarfs und der Subsidiarität im Sinne von Artikel 18 Abs. 2 Bst. a<sup>bis</sup> SHG.

Der betreffende Sozialdienst ist somit alleiniger Zuständiger für die Anstellung oder Beauftragung von ausgebildetem Personal für die Durchführung von Inspektionsarbeiten. Weil Sozialhilfedaten äusserst sensibel sind, unterliegt die zuständige Person dem Amtsgeheimnis nach Artikel 28 SHG. Der Sozialdienst überwacht die Tätigkeit dieser Personen, namentlich was die Einhaltung des Amtsgeheimnisses betrifft. Darüber hinaus gelten die Bestimmungen in Artikel 21b für die Sozialdienste, namentlich was die Abklärung und die Berichte betrifft. Die Sozialdienste übermitteln die Abklärungsberichte (Abs. 3 und 4) sowie die damit einhergehenden Entscheide der Sozialkommissionen dem KSA. Letztere werden in den Ergebnissen aufgeführt, welche die GSD in ihrem Tätigkeitsbericht vorstellt, gemäss Artikel 21b Abs. 6. Diese Ergebnisse dienen der Beurteilung der Inspektionsarbeiten im gesamten Kanton.

Die Mittel für die Abklärung wie auch die Einzelheiten der Inspektion (Abs. 2) wurden im Detail beschrieben und im Gesetz verankert, getreu dem Wunsch der Vernehmlassungsadressaten. Die einschneidendsten Abklärungsmittel müssen laut Datenschutzkommission in den gesetzlichen Grundlagen ausdrücklich genannt werden, damit sie umgesetzt werden können. Künftig kommen sie deshalb im Gesetz ausdrücklich zur Sprache (Bildaufnahmen an öffentlichen Orten, Beobachtungen im Alltag und bewilligte Hausdurchsuchungen). Ferner wird in Artikel 21b präzisiert, welche Personen von der Inspektion betroffen sein können. Die Abklärungen betreffen nicht nur die des Missbrauchs verdächtige Person, sondern auch Mitglieder der Unterstützungseinheit und Personen, die ihr gegenüber eine Unterhaltspflicht haben, auch wenn letzteres auf Grund des Prinzips der Indivi-

dualisierung der Sozialhilfe selbstverständlich ist. In Bezug auf die Einzelheiten der Abklärung wurde die Art der finanziellen Mittel genau definiert: Einkünfte, Vermögen oder Natureinkommen, egal ob in der Schweiz oder im Ausland. Weil es häufig auch zu Missbräuchen in Zusammenhang mit der Wohnsituation kommt und diese Art von Betrug eher komplex ist, wurde auch dieser Begriff einer Änderung unterzogen. Im abgeänderten Absatz 2 steht deshalb neu «Wohnsitz», «tatsächlicher Lebensort» und «tatsächliche Haushaltszusammensetzung». Die Absätze 3, 4, 5 und 6 des Artikels bleiben unverändert.

#### **Artikel 22 Abs. 3 (neu)**

Unverändert. Keine weiteren Bemerkungen.

#### **Artikel 24 Abs. 4 und 5 (neu)**

Artikel 24 Abs. 5 war im Entwurf vom 9. Dezember 2009 noch nicht vorhanden; er ergänzt die Bestimmungen in Absatz 4 und ermöglicht eine Unterscheidung zwischen dem Instrument der Sozialarbeit (Abs. 4) und dem Instrument der Abklärung (Abs. 5). Er schafft ausserdem eine Abstufung der verschiedenen Mittel zur Informationsbeschaffung zwischen einer Person, die zwar zur Zusammenarbeit bereit ist, jedoch nicht über die notwendigen Mittel dazu verfügt, und einer Person, die des Missbrauchs verdächtig wird und bei der Zwangsmassnahmen eingesetzt werden müssen, damit die Voraussetzungen, anhand derer der Bedarf im Sinne dieses Gesetzes bestimmt wird, festgestellt und überprüft werden können.

Die neue Formulierung geht aus den beiden folgenden Feststellungen hervor: Zum einen reicht die Vollmacht nach Artikel 24 Abs. 4 was die Gesetzgebung über den Datenschutz betrifft im Allgemeinen nicht aus, um «qualifizierte» Amtsgeheimnisse, wie z. B. das Steuer- oder das Bankgeheimnis, aufzuheben. Für die Aufhebung dieser Art von Amtsgeheimnissen braucht es eine Sonderbewilligung der betroffenen Person. Zum anderen kann eine Person, die vorgibt, ihre Auskunftspflicht erfüllt zu haben und die von sich aus alle notwendigen Informationen geliefert hat, nicht von Amts wegen dazu gezwungen werden, eine Vollmacht zu unterzeichnen, da unvereinbar mit der informierten und freiwilligen Zustimmung; genauso wenig kann sie bestraft werden, wenn sie die Unterschrift verweigert. Sollte jedoch ein Missbrauchsverdacht bestehen, so kann mit dem neuen Absatz 5 die Unterschrift einer Person eingefordert werden. Die Dienste oder Dritten, die vom Amtsgeheimnis entbunden werden sollen, müssen hierzu von der Sozialhilfebehörde namentlich bezeichnet werden. Dank der Interinstitutionellen Zusammenarbeit (IIZ) – seit 2008 bestehende Zusammenarbeit zwischen der Arbeitslosenversicherung, der Invalidenversicherung und der Sozialhilfe – ist auch im medizinischen Bereich ein Zugriff auf relevante Daten möglich (betrifft insbesondere die Förderung der sozialberuflichen Eingliederung von Personen mit Schwierigkeiten).

Der neue Absatz 5 sieht ebenfalls Sanktionen vor, sollte sich die Person weigern, die betroffenen Stellen oder Dritten vom Amtsgeheimnis zu entbinden. Mögliche Strafen sind: Verweigerung der materiellen Hilfe im Sinne von Artikel 24 Abs. 2 SHG oder eine Kürzung der materiellen Hilfe im Rahmen der Richtsätze nach Artikel 22a Abs. 1 SHG.

#### **Artikel 25**      *b) Staat, Gemeinden und Dritte*

Als Erstes wurde der Titel von Artikel 25 ergänzt, da es darin sowohl um Gemeinden als auch um Staatsdienste und Dritte geht. Anstelle der Kann-Formulierung wird eine Muss-Formulierung vorgeschlagen. Ausserdem trägt die Formulierung den Anforderungen nach Danteschutzgesetzgebung Rechnung: Wer Informationen liefern muss – Staatsdienste, Gemeinden, Sozial- und Privatversicherungen, Banken, Arbeitgeber und Dritte – wird ausdrücklich dazu ernannt, ebenso die Personen, die Auskünfte verlangen können (um Sozialhilfe ersuchende Person und Sozialhilfebehörden; Abs. 1). Die Art der Auskünfte wird mit einem Verweis auf Artikel 21b Abs. 2 veranschaulicht.

#### **Artikel 29 Abs. 4**

Unverändert. Keine weiteren Bemerkungen.

#### **Artikel 31**      *c) Garantie und Verjährung*

Sollte der wenig wahrscheinliche Fall eintreffen, dass die Verjährungsfrist der strafbaren Handlung weniger als die in Absatz 3 vorgesehenen zehn Jahre beträgt, ist es angebracht zu präzisieren, dass nur längere Verjährungsfristen der strafbaren Handlung zur Anwendung kommen.

#### **Artikel 37a**      *Strafbestimmungen*

Infolge der Vernehmlassung wurde Absatz 1 neu formuliert, damit eine gesetzeswidrige Verwendung der Sozialhilfe ausdrücklich in den Sozialhilfemissbräuchen enthalten ist, gemäss dem überarbeiteten Artikel 21b, obwohl ein solches Verhalten an sich bereits ein Sozialhilfemissbrauch oder ein Vertrauensmissbrauch darstellt, der strafrechtlich verfolgt werden kann. Darüber hinaus wird in Absatz 3, in Einvernehmen mit dem Amt für Gesetzgebung, ein Verweis auf das neue Justizgesetz gemacht; letzteres soll am 1. Januar 2011 in Kraft treten (s. ASF 2010-066).

#### **Artikel 2**

Unverändert. Keine weiteren Bemerkungen.

### **4. FINANZIELLE UND PERSONELLE AUSWIRKUNGEN**

Es sei daran erinnert, dass die Inspektionsaufgaben aus dem überarbeiteten Gesetzesentwurf vom 9. Dezember 2009, die ein Sozialdienst im Sinne von Artikel 21b Abs. 7 durchführt, zu dessen Lasten gehen, was im Übrigen für Dienste, die diese nach bisheriger Rechtsprechung durchführen, heute schon der Fall ist.

### **5. SCHLUSS**

Abschliessend lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, den Gesetzesentwurf vom 28. September 2010 (ersetzt den überarbeiteten Gesetzesentwurf vom 9. Dezember 2009) zur Änderung des Sozialhilfegesetzes (SHG) mit seiner Botschaft Nr. 173 vom 9. Dezember 2009 und seiner Zusatzbotschaft Nr. 214 vom 28. September 2010 anzunehmen.

## Loi

du

### **modifiant la loi sur l'aide sociale (révision et inspection des dossiers des bénéficiaires)**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu le message du Conseil d'Etat du 9 décembre 2009;

Vu le message complémentaire du Conseil d'Etat du 28 septembre 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1**

La loi du 14 novembre 1991 sur l'aide sociale (LASoc; RSF 831.0.1) est modifiée comme il suit:

##### **Art. 21 titre médian**

Service

a) En général

##### **Art. 21a (nouveau) b) Révision**

<sup>1</sup> Le Service [*celui de l'action sociale*] procède périodiquement à des travaux de révision des dossiers des bénéficiaires.

<sup>2</sup> La révision a pour objet la vérification de la bonne application des normes et des lois régissant l'aide sociale ainsi que de la bonne utilisation des ressources allouées dans ce domaine par l'Etat, les communes ou la Confédération.

## Gesetz

vom

### **zur Änderung des Sozialhilfegesetzes (Revision und Inspektion der Sozialhilfedossiers)**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 9. Dezember 2009;

nach Einsicht in die Zusatzbotschaft des Staatsrates vom 28. September 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1**

Das Sozialhilfegesetz vom 14. November 1991 (SHG; SGF 831.0.1) wird wie folgt geändert:

##### **Art. 21 Artikelüberschrift**

Amt

a) Allgemeines

##### **Art. 21a (neu) b) Revision**

<sup>1</sup> Das Amt [*das Sozialamt*] besorgt periodisch die Revision der Sozialhilfedossiers.

<sup>2</sup> Mit der Revision wird überprüft, ob die für die Sozialhilfe geltenden Gesetze und Richtsätze richtig angewandt und die vom Staat, von den Gemeinden oder vom Bund erteilten Sozialhilfemittel bestimmungsgemäss verwendet werden.

<sup>3</sup> Les vérifications effectuées sont contenues dans un rapport de révision détaillé qui fait état des pièces contrôlées, des erreurs constatées et des conséquences des vérifications. Ce rapport est remis par le Service à la commission sociale et au service social concernés, à l'Inspection des finances ainsi qu'à la Direction [celle qui est en charge de l'aide sociale].

**Art. 21b (nouveau)** c) Inspection

<sup>1</sup> Le Service [celui de l'action sociale] procède d'office, ou sur requête de la commission sociale, du service social ou de la Direction, à des travaux d'inspection des dossiers des bénéficiaires afin qu'il soit vérifié que les conditions qui déterminent le besoin au sens de la présente loi sont remplies et que les prestations d'aide sociale sont utilisées conformément à leur but.

<sup>2</sup> L'inspection donne lieu à une enquête, notamment par une observation sur le terrain, des prises de vue dans le domaine public et une visite domiciliaire autorisée, qui est soumise aux principes de proportionnalité et de finalité. L'enquête doit être menée par une personne qualifiée à cet effet et soumise au secret de fonction. L'enquête s'étend aux personnes faisant ménage commun avec une personne bénéficiant de prestations d'aide sociale ou ayant à son égard une obligation d'entretien et porte en particulier sur les éléments suivants:

- a) les ressources financières, revenus, fortune ou en nature, en Suisse et à l'étranger, ainsi que la capacité de gain et de travail;
- b) les charges courantes et les autres dépenses;
- c) le domicile et le lieu de vie effectif;
- d) l'état civil et la composition effective du ménage;
- e) l'utilisation conforme des prestations d'aide sociale.

<sup>3</sup> Les résultats de l'enquête sont consignés dans un rapport que le Service remet à l'autorité compétente en matière d'aide sociale ou à l'autorité ayant requis l'inspection.

<sup>4</sup> Avant de prendre une décision, l'autorité compétente en matière d'aide sociale communique les conclusions du rapport à la personne concernée, en lui impartissant un délai pour lui permettre de se déterminer. Le rapport est versé au dossier de cette personne.

<sup>5</sup> Lorsqu'un abus d'aide sociale est constaté, le Service transmet les conclusions du rapport à d'autres services de l'Etat touchés par cet abus.

<sup>3</sup> Über die durchgeführten Revisionen wird ein detaillierter Bericht erstellt; dieser führt die kontrollierten Dokumente, die festgestellten Mängel und die Auswirkungen der Überprüfungen auf. Das Amt sendet den Revisionsbericht an die betroffene Sozialkommission und den betroffenen Sozialdienst, an das Finanzinspektorat und die Direktion [diejenige, die für die Sozialhilfe zuständig ist].

**Art. 21b (neu)** c) Inspektion

<sup>1</sup> Das Amt [das Sozialamt] besorgt von Amtes wegen oder auf Antrag der Sozialkommission, des Sozialdienstes oder der Direktion die Inspektion der Sozialhilfedossiers, um zu überprüfen, ob die Voraussetzungen dieses Gesetzes für den Nachweis des Sozialhilfebedarfs erfüllt sind und ob die Sozialhilfeleistungen ihrer Bestimmung gemäss verwendet werden.

<sup>2</sup> Bei den Inspektionen werden Abklärungen namentlich durch Beobachtungen im Alltag, Bildaufnahmen im öffentlichen Raum und bewilligten Hausdurchsuchungen durchgeführt. Die Abklärung muss verhältnismässig sein und dem Zweck entsprechen. Sie muss von einer dafür ausgebildeten und dem Amtsgeheimnis unterstellten Person durchgeführt werden. Die Abklärung wird auch auf Personen ausgedehnt, die im gleichen Haushalt leben wie die Person, die Sozialhilfeleistungen bezieht, oder die ihr gegenüber eine Unterhaltspflicht haben. Abgeklärt werden insbesondere die folgenden Einzelheiten:

- a) finanzielle Mittel, Einkünfte, Vermögen oder Naturaleinkommen in der Schweiz und im Ausland sowie Erwerbs- und Arbeitsfähigkeit;
- b) laufende sowie andere Ausgaben;
- c) Wohnsitz und tatsächlicher Lebensort;
- d) Zivilstand und tatsächliche Haushaltszusammensetzung;
- e) angemessene Verwendung der Sozialhilfeleistungen.

<sup>3</sup> Die Ergebnisse der Abklärung werden in einem Bericht festgehalten, den das Amt der zuständigen Sozialhilfebehörde oder der Behörde übergibt, die die Inspektion verlangt hat.

<sup>4</sup> Bevor die zuständige Sozialhilfebehörde entscheidet, teilt sie die Schlussfolgerungen des Berichts der betroffenen Person mit und setzt ihr für eine Stellungnahme eine Frist. Der Bericht wird in das Dossier dieser Person aufgenommen.

<sup>5</sup> Wird ein Sozialhilfemissbrauch festgestellt, so übermittelt das Amt die Schlussfolgerungen des Berichts an weitere Dienststellen des Staats, die von diesem Missbrauch berührt werden.



<sup>6</sup> Le rapport d'activité de la Direction fait état des résultats obtenus par les inspections.

<sup>7</sup> Les dispositions du présent article s'appliquent aux services sociaux qui procèdent eux-mêmes aux travaux d'inspection. Ils désignent les personnes qualifiées à cet effet et soumises au secret de fonction. Ils transmettent au Service les rapports mentionnés aux alinéas 3 et 4 ainsi que la décision de la commission sociale y relative.

**Art. 22 al. 3 (nouveau)**

<sup>3</sup> Elle [*la Direction*] établit un concept qui fixe le cadre de la mise en œuvre des travaux d'inspection et de révision visés par les articles 21a et suivant.

**Art. 24 al. 4 et 5 (nouveaux)**

<sup>4</sup> En respectant les principes de proportionnalité et de finalité, le service social compétent peut faire signer au demandeur une procuration l'autorisant à requérir lui-même auprès des communes, des services de l'Etat, des assurances sociales et privées, ainsi qu'auprès de tiers, les informations nécessaires concernant en particulier les ressources financières du demandeur, ses charges courantes, son état civil et sa situation domiciliaire ainsi que sa capacité de travail et de gain.

<sup>5</sup> En cas de doute sur l'exactitude ou la véracité des renseignements fournis par le demandeur concernant sa situation personnelle et financière, celui-ci doit délier du secret les services ou tiers nommément désignés afin de permettre aux autorités d'aide sociale de récolter les informations à son sujet qui sont nécessaires à la détermination de son droit à l'aide matérielle. A la demande des autorités d'aide sociale, il doit notamment lever le secret bancaire et le secret fiscal. En cas de refus, le demandeur peut être sanctionné au sens de l'alinéa 2 ci-dessus ou dans les limites définies dans les normes relevant de l'article 22a al. 1.

**Art. 25**      b) Etat, communes et tiers

<sup>1</sup> Les services de l'Etat, les communes, les assurances sociales et privées, les banques, les employeurs et les tiers fournissent gratuitement au demandeur et aux autorités d'aide sociale qui en font la demande tous les renseignements nécessaires à l'établissement du besoin au sens de la présente loi.

<sup>6</sup> Die Ergebnisse der Inspektionen sind dem Tätigkeitsbericht der Direktion zu entnehmen.

<sup>7</sup> Die Bestimmungen dieses Artikels gelten für Sozialdienste, die selber Inspektionsarbeiten durchführen. Sie bezeichnen die dafür ausgebildeten und dem Amtsgeheimnis unterstellten Personen. Sie übermitteln dem Amt sowohl die Berichte nach den Absätzen 3 und 4 als auch den entsprechenden Entscheid der Sozialkommission.

**Art. 22 Abs. 3 (neu)**

<sup>3</sup> Sie [*die Direktion*] erstellt ein Konzept für den Rahmen, in dem die Revision und die Inspektion nach Artikel 21a f. umgesetzt werden.

**Art. 24 Abs. 4 (neu) und 5 (neu)**

<sup>4</sup> Unter Wahrung des Grundsatzes der Verhältnismässigkeit und der Zweckmässigkeit kann der zuständige Sozialdienst die um Sozialhilfe ersuchende Person eine Vollmacht unterzeichnen lassen, die ihn berechtigt, bei Gemeinden, Dienststellen des Staats, Sozial- und Privatversicherungen sowie Dritten die nötigen Informationen, insbesondere über die finanziellen Mittel der Person, ihre laufenden Ausgaben, ihren Zivilstand und ihre häusliche Situation sowie ihre Arbeits- und Verdienstmöglichkeiten selber einzuholen.

<sup>5</sup> Bestehen Zweifel über die Vollständigkeit und die Richtigkeit der Auskünfte, die die um Sozialhilfe ersuchende Person über ihre persönliche und finanzielle Situation erteilt hat, so muss diese die namentlich bezeichneten Dienste oder Dritten vom Amtsgeheimnis entbinden, damit die Sozialhilfebehörden die betreffenden Informationen einholen können, die notwendig sind, um den Anspruch auf materielle Hilfe bestimmen zu können. Auf Antrag der Sozialhilfebehörde müssen namentlich das Bank- und das Steuergeheimnis aufgehoben werden. Weigert sich die um Sozialhilfe ersuchende Person, so kann sie im Sinne von Abs. 2 oder im Rahmen von Artikel 22a Abs. 1 bestraft werden.

**Art. 25**      b) Staat, Gemeinden und Dritte

<sup>1</sup> Die Dienststellen des Staates, Gemeinden, Sozial- und Privatversicherungen, Banken, Arbeitgeber und Dritten liefern der um Sozialhilfe ersuchenden Person und den Sozialhilfebehörden, die dies wünschen, unentgeltlich die Auskünfte, die erforderlich sind, um den nach diesem Gesetz anerkannten Sozialhilfebedarf von Personen zu ermitteln.

<sup>2</sup> Lesdits renseignements portent en particulier sur les éléments mentionnés à l'article 21b al. 2.

#### **Art. 29 al. 4**

<sup>4</sup> Le service social qui accorde une aide matérielle à titre d'avance sur les prestations des assurances ou de tiers tenus de verser des prestations est subrogé dans les droits du bénéficiaire, jusqu'à concurrence de l'aide matérielle accordée.

#### **Art. 31** c) Garantie et prescription

<sup>1</sup> Les biens immobiliers d'une personne ayant bénéficié d'une aide matérielle sont grevés d'une hypothèque légale qui doit être inscrite au registre foncier et qui garantit le remboursement de l'aide matérielle accordée et des éventuels frais y relatifs. L'inscription de cette hypothèque est requise par le service social compétent.

<sup>2</sup> Le droit d'exiger le remboursement de l'aide matérielle se prescrit par dix ans à compter du dernier versement de l'aide accordée. En cas d'inscription d'une hypothèque, la prescription ne court pas.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéficiaire a induit en erreur le service social, le droit d'exiger le remboursement se prescrit par cinq ans dès que l'erreur a été constatée et, dans tous les cas, par dix ans à compter du dernier versement de l'aide accordée. Toutefois, si l'acte punissable est soumis par le droit pénal à une prescription de plus longue durée, cette prescription s'applique.

#### **Art. 37a** Dispositions pénales

<sup>1</sup> Est passible d'amende celui qui obtient illégalement une aide matérielle, en particulier par des déclarations fausses ou incomplètes, ou celui qui l'utilise à des fins non conformes à la présente loi.

<sup>2</sup> La commission sociale, le service social régional ainsi que le Service sont compétents pour dénoncer un abus d'aide sociale aux autorités de poursuite pénale.

<sup>3</sup> La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

<sup>2</sup> Diese Auskünfte betreffen im Besonderen die Einzelheiten nach Artikel 21b Abs. 2.

#### **Art. 29 Abs. 4**

<sup>4</sup> Der Sozialdienst, der eine materielle Hilfe als Vorschuss auf Leistungen leistungspflichtiger Versicherungen oder Dritter gewährt, tritt bis in Höhe der erteilten materiellen Hilfe in die Ansprüche des Hilfeempfängers ein.

#### **Art. 31** c) Garantie und Verjährung

<sup>1</sup> Das Immobilienvermögen von Personen, die eine materielle Hilfe erhalten haben, wird mit einem gesetzlichen Grundpfand belegt, das ins Grundbuch eingetragen werden muss und die Rückerstattung der erteilten materiellen Hilfe sowie der allenfalls damit verbundenen Kosten garantiert. Die Eintragung dieses Grundpfands wird vom zuständigen Sozialdienst verlangt.

<sup>2</sup> Der Anspruch auf Rückerstattung der materiellen Hilfe erlischt zehn Jahre nach der letzten Auszahlung der gewährten Hilfe. Bei Eintragung eines Grundpfands tritt keine Verjährung ein.

<sup>3</sup> Hat der Hilfeempfänger den Sozialdienst getäuscht, so erlischt der Anspruch auf Rückerstattung nach fünf Jahren vom Zeitpunkt der festgestellten Täuschung an gerechnet, jedenfalls aber zehn Jahre nach der letzten Auszahlung. Wird jedoch die strafbare Handlung, für die, das Strafrecht, eine längere Verjährung vorschreibt, so gilt nur diese.

#### **Art. 37a** Strafbestimmungen

<sup>1</sup> Wer materielle Hilfe zu Unrecht, insbesondere aufgrund falscher oder unvollständiger Angaben, bezieht, oder diese zu Zwecken einsetzt, die nicht diesem Gesetz entsprechen, kann mit Busse bestraft werden.

<sup>2</sup> Für die Anzeige eines Sozialhilfemissbrauchs bei den Strafverfolgungsbehörden sind die Sozialkommission, der regionale Sozialdienst und das Amt zuständig.

<sup>3</sup> Verfolgung und Beurteilung der strafbaren Handlungen richten sich nach dem Justizgesetz.

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

<sup>2</sup> Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.